

---

## Archives orales et histoire des organisations

Florence Descamps

---



### Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ashp/4598>

DOI : 10.4000/ashp.4598

ISSN : 1969-6310

### Éditeur

Publications de l'École Pratique des Hautes Études

### Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2021

Pagination : 333-336

ISSN : 0766-0677

### Référence électronique

Florence Descamps, « Archives orales et histoire des organisations », *Annuaire de l'École pratique des hautes études (EPHE), Section des sciences historiques et philologiques* [En ligne], 152 | 2021, mis en ligne le 14 juin 2021, consulté le 16 juin 2021. URL : <http://journals.openedition.org/ashp/4598> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ashp.4598>

---

Tous droits réservés : EPHE

## ARCHIVES ORALES ET HISTOIRE DES ORGANISATIONS

Maître de conférences : M<sup>me</sup> Florence DESCAMPS

Programme de l'année 2019-2020 : I. *Des archives de la Parole au patrimoine immatériel.* — II. *Vers une histoire orale française à la française?* — III. *Histoire orale du ministère des Finances dans les années 1980.*

Le séminaire est divisé en trois parties distinctes.

### I. *Des archives de la parole au patrimoine immatériel*

L'articulation qui peut exister entre oralité, histoire, mémoire et patrimoine a fait en France dès le début du xx<sup>e</sup> siècle l'objet de questionnements précoces de la part des sciences humaines et sociales ; elle a donné lieu à l'invention de pratiques d'enquête, appuyées sur des innovations technologiques en matière d'enregistrement sonore et de captation d'images. Le premier axe d'étude consiste donc à établir la généalogie et l'histoire de ces pratiques, depuis les premières fixations scientifiques de la parole du début du xx<sup>e</sup> siècle jusqu'aux actuelles enquêtes de mémoire orale filmées. Une attention particulière est portée à la terminologie utilisée, de façon à la contextualiser et à l'historiciser : archives de la parole, traditions orales, archives sonores, enquêtes orales, histoire orale, archives orales, témoignages oraux, corpus oraux, mémoire orale, histoire visuelle, etc.

Le deuxième axe consiste à étudier comment ces pratiques d'enquête se sont doublées – ou non – de pratiques de patrimonialisation. Depuis les archives de la Parole créées en 1911 au sein de la Sorbonne jusqu'à la notion de « patrimoine culturel immatériel », élaborée par l'UNESCO en 2003, le séminaire s'interroge sur la manière dont la parole enregistrée se trouve prise dans la « fabrique » du patrimoine. Peut-on parler de patrimoine oral ? De patrimoine mémoriel ? Les témoignages oraux font-ils ou non partie du patrimoine culturel immatériel ?

Le troisième axe est délibérément méthodologique et pratique. Il s'inscrit dans une démarche d'ingénierie et souhaite offrir aux auditeurs, chercheurs et professionnels des archives ou de la documentation les outils nécessaires pour mener des campagnes de recueil de témoignages oraux et constituer des corpus de données réutilisables par la recherche en SHS (problématisation, mise en série, contextualisation, documentation, citabilité, accessibilité). La question du filmage des entretiens est systématiquement discutée. Enfin, la problématique juridique et éthique qui s'impose désormais pour l'exploitations des données de la recherche en SHS est au cœur de nos préoccupations<sup>1</sup>.

1. V. Ginouves et I. Gras (dir.), *La diffusion numérique des données en SHS. Guide des bonnes pratiques éthiques et juridiques*, Aix-en-Provence, Presses universitaires de Provence, 2018.

Plusieurs campagnes d'archives orales patrimoniales ou scientifiques sont analysées en cours de séance. Grâce à l'accueil sur site de Constance Pâris de Bollardière, archiviste et chercheuse à l'université américaine de Paris, une séance particulière a pu être organisée autour des collections de témoignages oraux filmés sur la Shoah, conservées par le George and Irina Schaeffer Center for the Study of Genocide, Human Rights and Conflict Prevention.

## II. Vers une histoire orale française à la française ?

La deuxième partie du séminaire est introduite par un questionnement portant sur l'existence en France – ou non – d'une *histoire orale française* et sur ses éventuelles spécificités (*une histoire orale à la française*)<sup>2</sup>. On peut distinguer au sein de l'histoire orale française quatre grands référentiels ou répertoires d'analyse qui permettent de saisir l'épaisseur polysémique des témoignages oraux et de distinguer plusieurs types d'usages scientifiques en histoire contemporaine : un référentiel que nous appelons *réaliste* (positiviste) qui s'intéresse aux faits rapportés par le témoin (c'est le registre d'analyse privilégié par les historiens, doublé d'un rigoureux recoupement avec les sources écrites) ; un référentiel *discursif* ou narratif qui s'intéresse au récit mis en œuvre par le témoin, ainsi qu'à l'oralité (façons de dire, façon de parler, schémas discursifs) ; un référentiel *mémoriel* qui s'intéresse aux formes de la ressouvenance chez le témoin<sup>3</sup> ; un référentiel *documentaire* qui s'intéresse au traitement des entretiens, à leur structuration et à la production des connaissances qui en découle<sup>4</sup>. À ces quatre référentiels, deux autres peuvent être ajoutés, peu familiers encore des historiens : le référentiel *acoustique*<sup>5</sup> qui s'attache à ce qui s'entend (le son, le timbre de la voix, la diction, les silences, etc.) et, dans le cas d'entretiens filmés, le référentiel *visuel* qui s'attache à ce qui se voit (les gestes, les expressions non verbales, le langage du corps, les décors, etc.). Selon les appartenances disciplinaires, tel ou tel registre d'analyse est plus spécifiquement mobilisé.

Cette réflexion s'appuie sur des travaux empiriques doctoraux ou post-doctoraux ayant recours aux sources orales, que ces dernières soient archivées dans des institutions patrimoniales, élaborées dans le cadre d'une recherche universitaire individuelle ou produites dans un laboratoire de recherches. Ont notamment présenté leurs travaux : Jean-Philippe Legois, *Les mémoires étudiantes des années 1968* ;

2. F. Descamps, « En guise de réponse à Giovanni Contini : de l'histoire orale au patrimoine culturel immatériel. Une histoire orale à la française », *Sonorité. Bulletin de l'AFAS*, n° 41 (2015) et *Archiver la mémoire. De l'histoire orale au patrimoine immatériel*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2019.
3. Sur le concept de « régime de mémorialité », D. Peschanski, *Les années noires : 1938-1944*, Paris, Herman, 2012 ; S. Ledoux, « Le temps du "devoir de mémoire" des années 1970 à nos jours », thèse d'histoire, sous la direction de D. Peschanski, université Paris I, 2014, <https://halshs.archives-ouvertes.fr/tel-01895897/document> ; H. Rouso, *Face au passé. Essai sur la mémoire contemporaine*, Paris, Humensis, 2017 ; F. Descamps, *Archiver la mémoire. De l'histoire orale au patrimoine immatériel*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2019, 216 p.
4. M. Mériaux, *Histoires de plantes. Les sources de l'ethnobotanique bretonne*, thèse EPHE, université Rennes II, 2018 ; P. Mavrogiannis, *Constitution d'un corpus de référence pour une langue en danger : les archives orales judéo-espagnoles*, thèse en cours, EPHE, INALCO.
5. Ce référentiel a été dégagé par Maëlle Mériaux dans sa thèse (ci-dessus).

P. Mavrogiannis, *La réutilisation des corpus oraux linguistiques pour faire de l'histoire orale? Apports et limites*; Amélie Rabine, *Collecter la mémoire de « mauvaises filles » 1945-1975. Premiers résultats d'enquête*; Romain Trichereau, *Construire un corpus de sources orales sur les activités sociales à la Poste au XX<sup>e</sup> siècle : objectifs et premiers résultats*; Christophe Lafaye, *Analyse et interprétation des sources orales : le cas de l'expérience combattante en Afghanistan*.

Au travers de ces études de cas, plusieurs questions transversales ont été dégagées : l'approfondissement de la question juridique et éthique; l'élaboration d'outils documentaires adaptés aux sources orales; les conditions de la « visite », du réexamen ou de la « revisite » des corpus oraux créés et archivés au cours du xx<sup>e</sup> siècle<sup>6</sup>; les effets des dispositifs d'enquête et la critique des sources; la question des médiations, des outils de valorisation et de la réécriture, et toujours la question de la mémoire : en quoi le concept de « régime de mémorialité » est-il opératoire pour les corpus d'archives orales constitués au cours du xx<sup>e</sup> siècle? Quels liens entre *régime de mémorialité* et patrimonialisation de la mémoire? Les témoignages oraux permettent-ils de saisir une mémoire collective<sup>7</sup>?

### III. Histoire orale du ministère des Finances dans les années 1980

La troisième partie du séminaire est consacré à l'histoire orale du ministère des Finances dans le dernier quart du xx<sup>e</sup> siècle. Le séminaire organise la confrontation des *points de vue* entre chercheurs et témoins, entre historiens de l'économie, historiens de l'administration, historiens du politique, économistes et politistes, en croisant sources écrites et sources orales. Le questionnement porte sur la contribution des hauts fonctionnaires du ministère des Finances à l'élaboration, à la décision et à l'application des successives politiques économiques et financières menées en France depuis 1981. La perception par les différentes directions du ministère des enjeux économiques et financiers auxquels a été confrontée la France, qu'ils soient nationaux ou internationaux, la culture politique, économique et technique des dirigeants administratifs, la capacité des services à élaborer des solutions en réponse aux problèmes mis à l'agenda, le choix des dispositifs administratifs destinés à la mise en œuvre des politiques publiques concernées, le face-à-face décideur-expert, le rôle des « entourages » et la chronologie fine du processus décisionnel font l'objet d'une attention particulière.

La crise sanitaire en 2020 a perturbé quelque peu le déroulement des séances du séminaire qui s'est recentré sur l'étude de « l'expérience Balladur 1986-1988 », en vue d'une future publication collective. Reprenant des interrogations déjà formulées

6. G. Laferté, P. Pasquali et N. Renahy, *Le laboratoire des sciences sociales : histoires d'enquêtes et revivants*, Paris, Raisons d'agir, 2018.
7. F. Descamps, « Témoignages, histoire et mémoire : la fécondité du concept de régime de mémorialité », conférence prononcée lors du colloque international qui s'est tenu à Beyrouth : *Nouvelles archives numériques au Proche-Orient : le son, l'image, le film et le web. Enjeux du partage des données de terrain au Liban, en Jordanie et en Syrie*. Co-organisé par l'Institut français du Proche-Orient (IFPO, MEAE – CNRS UMIFRE 6 – USR 3135), l'Institut français du Liban (IFL), Aix-Marseille Université (AMU), la Maison méditerranéenne des sciences de l'Homme (MMSH) et le programme de recherche ANR Shakk, <https://hal-amu.archives-ouvertes.fr/hal-02290055/document> et F. Descamps, *Archiver la mémoire*, p. 148-154.

pour le « tournant dit de la rigueur » de 1983<sup>8</sup>, l'hypothèse d'une « conversion libérale » sous le gouvernement de Jacques Chirac a été placée au cœur des questionnements, croisant histoire des idées, histoire politique et histoire des politiques publiques.

En parallèle, le troisième volet du programme « Les femmes qui comptent » consacré aux femmes cadres, placé sous la direction de Laure Quennouëlle-Corre (CNRS) et de Sabine Effosse (université Paris Ouest-Nanterre), a été étendu sous notre initiative aux ministères économiques et financiers des années 1960 aux années 2000. Après avoir étudié les deux premières générations de pionnières au ministère des Finances (1939-1974), le séminaire se consacre désormais plus particulièrement à la génération des administratrices qui ont franchi « le plafond de verre » au tournant des années 1990 et 2000. Le recueil du récit de carrière de Mireille Dietrich, agrégée de lettres, ancienne élève de l'ENA, administrateur civil, sous-directrice, chef de service à l'administration centrale des Finances puis contrôleur économique et financier permet d'étudier les ressorts d'une telle trajectoire.

8. F. Descamps et L. Quennouëlle (dir.), « 1983, un tournant libéral? », *Revue Vingtième siècle*, n° 138 (avril-juin 2018), et plus particulièrement l'introduction p. 4-15.